

FOI ET DEVELOPPEMENT

49 rue de la Glacière - 75013 Paris - France
Tel 33(0)1 47 07 10 07 - e-mail: publications@lebret-irfed.org

N° 326 – juillet-août 2004

Lutte contre la pauvreté LE DÉVELOPPEMENT REMIS EN QUESTION

par Majid Rahnema*

Les idées reçues ont la vie dure surtout quand elles sont entretenues par le matraquage médiatique du libéralisme mondialisé. Il en va ainsi de la lutte contre la pauvreté dont on s'aperçoit aujourd'hui qu'elle n'est pas l'apanage des seuls pays dits « sous-développés ». Les décideurs politiques et économiques n'ont de cesse de répéter que le remède aux inégalités sociales et à la paupérisation réside dans le retour de la croissance et la poursuite d'une économie productiviste.

Mais force est de constater que, même en période de croissance économique, le nombre de pauvres et de marginalisés ne cesse de croître à la surface du globe. La Banque mondiale elle-même reconnaît que « *les programmes de développement semblent inefficaces et inadaptés aux besoins des pauvres* ». Aux Etats-Unis même, pays qui passe pourtant pour être un modèle de réussite économique, près d'un million d'enfants ne mangent pas à leur faim.

Il fallait oser aller à l'encontre d'une telle pensée unique. Ce n'est pas le moindre des mérites de Majid Rahnema, ancien ministre iranien, qui a longtemps travaillé au sein des institutions des Nations unies, que de chercher à mettre à nu les véritables causes de la paupérisation. Et de dénoncer l'imposture des campagnes d'éradication de la pauvreté qui selon lui « *ont contribué jusqu'ici beaucoup plus à la fragilisation, voire à la destruction, au déracinement des pauvres qu'à l'éradication de la misère* ».

Majid Rahnema nous propose ci-dessous une approche historique du concept de pauvreté puis une analyse critique de la notion de développement. Il ne se contente pas cependant de tirer la sonnette d'alarme. Il nous invite individuellement et collectivement à rechercher et à inventer de nouveaux paradigmes qui tiennent compte des réalités humaines, culturelles et historiques et des mouvements de résistance qui s'opposent aujourd'hui, un peu partout dans le monde, à la mondialisation libérale.

François Bellec

* Diplôme et ancien ministre iranien, Majid Rahnema a représenté l'Iran à l'ONU. Après avoir été membre du Conseil exécutif de l'Unesco et représentant résident des Nations unies au Mali, il se consacre actuellement aux problèmes de la pauvreté. Il enseigne à l'université de Claremont en Californie. Il est l'auteur de *The Post-Development Reader* (éd. Zed Books, Londres, 1997) et de *Quand la misère chasse la pauvreté* (éd. Fayard/Actes Sud, Paris, 2003).

Le mot « pauvreté » n'a jamais eu un sens unique au plan universel. Il existe autant de « pauvres » ainsi désignés qu'il y a d'humains sur terre et dans

bien des cas le même mot renvoie à des référents qui sont non seulement différents mais contraires les uns des autres. Le mot est donc trop général, trop ambigu, trop relatif, trop contextuel et partant, trop polysémique pour qu'il se prête à une signification de caractère universel.

Dans les sociétés vernaculaires¹ antérieures à la révolution industrielle, le mot « pauvreté » a représenté en premier lieu un certain mode de vie basé sur des rapports de convivialité, de partage, de réciprocité et de solidarité avec les autres membres du groupe social auquel on appartenait. Un rapport de bon sens avec la nécessité, fait du désir de vivre aussi simplement et dignement que possible avec les ressources disponibles dans une communauté donnée. D'où le qualificatif de « convivial » donné à ce mode de vie.

Il faut par ailleurs noter que cette forme courante de pauvreté a été non seulement perçue comme le contraire de la misère mais aussi comme une arme commune à toutes les sociétés préindustrielles pour exorciser et combattre cette dernière.

Pauvreté et misère

Cela dit, la notion de manque (aussi différents que soient les sens donnés à ce mot) a été également associée, de tous temps, à celle de la pauvreté. Pour Thomas d'Aquin², comme bien d'autres qui l'ont suivi, la pauvreté représentait le manque du *superflu*, alors que la misère exprimait le manque du *nécessaire*. Les manques dont souffraient les pauvres étaient souvent ressentis par eux comme un défi salutaire et une invitation permanente à cultiver sans répit les qualités humaines et sociales qui leur étaient nécessaires pour combattre la misère.

C'est seulement après la Révolution industrielle que le discours dominant a cherché à donner à la pauvreté un sens unique, de caractère à la fois universel et économique. Ce qui a fait que le concept a été graduellement confondu avec la misère. Les multiples représentations que les pauvres se faisaient de leur condition ont ainsi été phagocytées par celle que les nouveaux pouvoirs dominants s'en étaient faite : un panier de «manques » et de «besoins » purement matériels et sevrés de leurs racines culturelles, correspondant à leur propre perception de la richesse.

Cette réduction des sens pluriels de la pauvreté au sens unique de la misère a représenté une rupture dans la perception du concept, tant sur les plans épistémologique et anthropologique que sur celui de la pratique. L'évolution qui a suivi cette rupture a atteint son point culminant lorsque la Banque mondiale décida que, dans l'état actuel du monde, la pauvreté pourrait être définie, sur un plan universel, simplement comme découlant d'un revenu n'excédant pas un dollar par jour.

Parallèlement à cette évolution, la lutte engagée contre « la pauvreté »

¹ Sociétés dans lesquelles les activités sociales et productives de ses membres, ainsi que les modes de satisfaction de leurs besoins, sont fondés sur des traditions culturelles propres à leur histoire.

² Théologien et philosophe italien (1228-1274).

fut basée sur au moins deux *a priori* majeurs. Le premier, que tous les manques définissant la pauvreté résultaient essentiellement des «retards» subis par le «sous-développement» à la fois matériel et social des sociétés non encore «développées». Le second, que seul des politiques de croissance économique basées sur le modèle des pays industriellement développés seraient à même de sauver ces sociétés et leurs membres de leur retard historique.

« L'état des lieux » dans le monde, tel que la Banque mondiale l'a elle-même établi (notamment dans le rapport par ailleurs remarquable qu'elle a produit en 2000, sous la signature de Deepa Narayan), est loin d'avoir convaincu l'immense majorité des populations précarisées du monde que ce genre de diagnostic et de solution se soit avéré exact dans leurs cas particuliers. Le Rapport en question en fournit une explication : « *Malgré les sommes considérables dépensées par les gouvernements nationaux et les organisations internationales (...) il y a plus de pauvres aujourd'hui qu'au début de la décennie* ». Et d'ajouter : « *Les programmes de développement semblent inefficaces et inadaptés aux besoins des pauvres* »³.

Le mythe de la croissance

Les statistiques publiées par le même document donnent des précisions plus inquiétantes encore sur les résultats de la lutte mondiale engagée à partir des deux *a priori* déjà mentionnés. Elles indiquent en effet que, en l'an 2000, 1,2 milliards de personnes sur terre avaient un revenu de moins d'un dollar U.S. par jour et 2,8 milliards vivaient avec moins de deux dollars par jour.

L'étude d'autres statistiques officielles établit de plus que, même dans les pays les plus «développés» du Nord, où le PIB a pu atteindre des niveaux spectaculaires, des centaines de millions de personnes se trouvent aussi sous le «seuil de pauvreté». Avec cette différence que, suite à la création accélérée de nouveaux besoins socialement et artificiellement fabriqués, ce nouveau seuil est défini, dans leurs cas, à 26 dollars de revenu par jour. Ce qui, en soi seul, tend à démontrer que le mythe de la croissance n'est plus la manne à laquelle tout le monde avait cru, au début du siècle dernier, pour résoudre tous les problèmes des populations précarisées.

Les victimes de cet état de choses ne sont d'ailleurs plus les seules à réaliser que le développement et la croissance économique ne les ont en aucune façon aidées dans leur lutte pour un avenir meilleur. Pour bien des penseurs indépendants, ce fait s'explique par la double nature de l'économie moderne et sa similitude avec la légendaire figure de Janus avec ses deux faces : une qui répond toujours à la fonction qui continue à lui être reconnue par tous les manuels scolaires, à savoir sa capacité de transformer la rareté en une abondance de produits et de marchandises (bien entendu pour ceux qui peuvent en payer le prix), l'autre, bien moins visible, qui crée en même temps – et souvent à un rythme bien plus rapide – des raretés nouvelles, celles-là précisément qui sont à l'origine des processus de précarisation en

³ Deepa Narayan, *La Parole est aux pauvres, écoutons-les*, Washington, Editions Banque Mondiale/Eska, 2001, p.277.

masse et des formes modernes de misère.

Dans cette perspective, l'économie productiviste moderne n'est donc plus perçue comme le remède indiscutable et absolu pour lutter contre les processus de précarisation et de paupérisation. Elle est plutôt considérée comme une des causes principales de ces processus. La raison en serait bien simple. Les objectifs de profit maximalisé que l'économie du marché est obligée de poursuivre dans le contexte de la libre concurrence lui imposent des besoins de croissance qui se distinguent souvent nettement des besoins des populations qu'elle est appelée à servir. Aussi lui est-il impossible de sacrifier ses propres besoins à d'autres de caractère social et humain.

Servir les clients les plus riches

Ce sont ces limitations d'ordre structurel qui vont donc la pousser, d'une part à servir toujours davantage ses clients les plus riches en répondant aux besoins nouveaux qu'elle leur a créés, d'autre part à intégrer les pauvres dans la course à ces besoins alors qu'elle les a indirectement dépossédés de tout pouvoir d'achat pour les satisfaire. C'est dans ce contexte là que l'économie de marché a été perçue comme l'agent principal de la destruction systématique de toutes les économies de subsistance et, par là, de tous les systèmes d'autodéfense que les pauvres s'étaient construits pendant des millénaires pour se protéger de la misère.

La logique institutionnelle et la façon dont le langage des appareils du pouvoir moderne est construit, avec son vocabulaire et ses mots réinventés et sevrés de leurs origines, font que la gravité de cet état de choses est en général masquée par ce langage et les pratiques qui lui sont liées. La thèse soutenue par Ingram, le représentant de la Banque mondiale en est un exemple, lorsqu'il avance que la pauvreté aurait en fait reculé au cours des dernières années. Selon lui, les statistiques montreraient, en effet, que dans certains pays importants de l'Asie, notamment la Chine, les « progrès » atteints dans ce domaine seraient même remarquables.

Ce genre de « statistiques » a cependant du mal à convaincre les victimes de la précarisation mondialisée. Car l'argument semble tenir plus d'un exercice d'autodéfense et de présentation médiatique que d'une analyse objective et sans arrière pensée de ce qui est, c'est-à-dire de la vie des intéressés telle qu'ils la vivent dans leur quotidien (tel que le Rapport précité de la Banque nous l'a d'ailleurs décrit lui-même à travers les propos recueillis par ses chercheurs).

La pauvreté est ainsi définie, dans un premier temps, comme un « revenu » journalier d'un dollar par personne. Dans un deuxième temps, des statistiques sont présentées à ceux qui ont réussi à dépasser ce revenu pour leur prouver qu'ils ne sont plus pauvres puisque leur nouveau « revenu » les a enfin placés au-dessus du seuil de pauvreté. La lutte pour l'éradication de la pauvreté aura donc été couronnée de succès, même si les nouvelles conditions du marché ont entre temps rendu la vie des pauvres encore plus intolérable que par le passé.

La démonstration des effets du décalage grandissant entre le langage

et la perception des « décideurs » d'un côté, et des « pauvres » de l'autre, n'a pas comme but de minimiser certains programmes d'aide plus ou moins efficaces que les différentes organisations internationales (ou nationales) arrivent quelquefois à réaliser pour le bien de certaines populations. Pour avoir personnellement participé aux activités du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et d'autres agences des Nations Unies, je reconnais qu'il existe à l'intérieur de ces organisations bien des programmes qui cherchent sincèrement à répondre à certaines aspirations des pauvres dans le cadre des mandats qui leur sont donnés

Le décalage grandissant constaté entre, d'une part, la perception que les instances du pouvoir ont de la pauvreté et, d'autre part, celle que les pauvres ont de leur condition, n'empêche pas de souligner le mérite de certains programmes d'assistance ponctuelle aux pauvres dans le cadre des activités dites opérationnelles des institutions en charge. À ce titre, il serait nécessaire de faire le point sur le fait, souvent oublié, que ces institutions représentent après tout les Etats membres qui en fixent les stratégies. S'il y a donc des critiques à adresser, elles doivent être essentiellement dirigées contre ces derniers et les pouvoirs qui les ont mises en place.

Remettre en question les « certitudes »

Dès que l'on fait une évaluation de ce qui va mal, se profile la question inévitable : *« Peut-on agir et penser autrement, d'abord pour comprendre le mal-être indiscutable de la plus grande majorité des humains, ensuite pour découvrir avec eux ce qu'il serait possible de faire ensemble pour leur venir en aide ? »*.

Pour débroussailler les chemins difficiles qui nous attendent dans cette voie, il semble évident que les premiers pas doivent aller dans la direction d'un examen dépassionné des impasses auxquelles nous ont conduits les politiques du passé, notamment celles qui ont été menées dans les cinquante dernières années sous la bannière du « développement » et de la croissance économique. Et cet examen n'aura de sens ou d'utilité que s'il rejette d'avance tout *a priori* de caractère idéologique qui serait de nature à nous interdire toute surprise ou toute découverte inattendue dans des sentiers non battus.

Il est donc temps que les appareils de pouvoir économiques et étatiques mais aussi tous les acteurs sociaux, sans exception aucune, se libèrent de tous les carcans idéologiques et autres qui les empêchent de remettre en question les « certitudes » qui leur ont jusqu'ici servi de repères. Ce sont la plupart de ces certitudes qui empêchent les uns et les autres de s'engager dans un dialogue serein et fructueux leur permettant d'échanger librement leurs expériences dans un présent vécu et ressenti.

Les dangers qui s'accumulent aujourd'hui à l'horizon constituent une menace sans précédent pour l'avenir de tous les humains sans exception, qu'ils soient appelés pauvres ou riches, « développés » ou « en voie de développement ». Ne serait-ce que par souci d'auto-protection, les institutions au pouvoir n'ont d'autre choix que de s'ouvrir à toute alternative susceptible d'éviter de plus grandes catastrophes. Les dernières décennies ont par

ailleurs montré que les politiques sédatives ou de chirurgie esthétique ne trompent personne. En réalité, elles ne conduisent souvent qu'à une aggravation de la situation. Il est plus que jamais nécessaire de poser les questions de fond, dans un esprit de totale ouverture à toutes les formes de résistance créatrice qui se développent, contre la mainmise totale de l'économie sur la vie de toutes les populations du monde.

À ce titre, ce sont les paradigmes fondateurs des cinq dernières décennies qu'il s'agit désormais de remettre en question dans l'espoir d'en inventer d'autres. En réalité, un travail important a déjà commencé dans ce sens dans les mouvements de base qui se manifestent un peu partout dans le monde, à des niveaux et des échelles différentes. Les nouvelles formes de résistance qui se développent ainsi, face au nouvel hégémonisme de l'économie du marché, sont bien souvent porteuses d'alternatives qui fonctionnent déjà dans leurs propres espaces de vie.

Des notions taboues comme le développement et la croissance sont courageusement mises et remises en question. Une aversion compréhensible se manifeste dans ces espaces contre les différentes manifestations du langage binaire dominant. Dans ces nouveaux espaces de créativité, les recherches plurielles pour des modes de vie simples et conformes aux cultures et aux traditions locales ne sont plus perçues comme un passéisme contraire à l'esprit des temps. De plus en plus, la résistance créatrice à tous les langages binaires et manipulateurs est sur le point de redonner aux langages subjugués la place qui leur revient.

Pour les organisations internationales ainsi que pour tous les pouvoirs dominants qui cherchent aujourd'hui à lutter contre les différentes formes de précarisation et d'injustice dans le monde, il ne reste d'autre choix que de s'ouvrir à ces nouveaux langages et d'en tirer les conséquences qui s'imposent. Des paradigmes fondamentalement différents pourraient alors être pensés et formulés, qui seraient à même d'arrêter les processus de paupérisation qui menacent aujourd'hui aussi bien les populations dites du Sud que celles des nombreux Sud dans le Nord.

La découverte de ces paradigmes aidera alors à mieux comprendre que la réponse aux processus actuels de précarisation et de misère mondialisées n'est peut-être pas dans une sacralisation encore plus poussée des mythes actuels de la croissance et du développement inconditionnels mais bien plus probablement dans la régénération de nouvelles formes de simplicité volontaire dans l'esprit des pauvretés conviviales.

A la recherche de nouveaux paradigmes

Il convient à ce stade de recourir encore à l'histoire pour mieux voir que des illusions longtemps maintenues finissent toujours par des désillusions. Les méfaits du paradigme d'une croissance économique capable de résoudre les problèmes majeurs du corps social se sont manifestés de la même façon pour l'institution du « développement » telle qu'elle s'est imposée aux sociétés souffrant des séquelles du colonialisme.

Il a fallu, en effet, peu d'années après la consécration du concept de

« développement » pour que beaucoup de ses adeptes se rendent compte - comme Joseph E. Stiglitz⁴, plus tard à propos de la mondialisation - que le développement « *ne marchait pas* » et qu'il avait déjà trahi les grands espoirs placés en lui. A de rares exceptions, les tenants de ce concept ont préféré recourir à la chirurgie esthétique pour préserver leur vision. Ils ont tenté de l'adapter aux besoins des populations locales en parlant de développement « endogène », « participatif », « intégré », « centré sur l'humain », « du bas vers le haut » et tout dernièrement de « développement durable ».

Les échecs de ces multiples retouches superficielles n'ont pas empêché l'instauration d'une pensée hégémonique selon laquelle le « développement durable » représenterait l'aide la plus efficace pour améliorer le sort des pauvres partout dans le monde. Il a été présenté comme un antidote, à la fois contre le colonialisme et contre la mondialisation. Nombreux sont les défenseurs du développement qui croient encore qu'il est possible de lutter à la fois contre la mondialisation et pour un « développement durable ».

Aussi le temps est-il venu de voir la vérité en face. Il faut, soit se résigner à une version modernisée de servitude volontaire et accepter toutes les conséquences du nouveau système de gouvernance que l'économie de marché nous a déjà imposé, soit nous mettre individuellement et collectivement, chacun à notre niveau de possibilités, à la recherche de nouveaux paradigmes. La tâche n'est guère facile et personne ne serait capable d'apporter une réponse valable pour toutes et tous. Mais peut-être que des constats pluriels de cet ordre devraient précisément constituer les composantes indispensables du nouveau paradigme à inventer.

Aujourd'hui, la majeure partie de l'aide au développement passe par des voies étranges qui servent à la fois les puissants du Nord et ceux du Sud (les derniers agissant souvent pour les premiers). Rien, dans ces rapports quasi structurels ne changera (donc ne marchera) tant que les donataires resteront les complices de fait des donateurs et tant que les premiers continueront d'aspirer plus encore que les seconds à une croissance économique rapide et inconditionnelle.

Les intérêts, les convoitises et les confusions créés et entretenus par le système du « développement » poussent les donataires et les donateurs à faire route commune dans une aventure ambiguë. Ils s'opposent en apparence pour les besoins d'image publique mais ils poursuivent leur coopération privée au détriment des pauvres pour lesquels ils prétendent agir. Comment, dans ces conditions, espérer que le développement se transforme un jour en *fidnaa*⁵ et apporte aux pauvres une véritable amélioration sociale ?

Majid Rahnema

⁴ Prix Nobel d'économie, ancien conseiller de Bill Clinton et ancien vice-président de la Banque mondiale.

⁵ Selon l'explication donnée par Dadacha, un sage éthiopien, la *fidnaa* répond au besoin d'épanouissement et de bien-être de chacun. Il souligne combien le bien-être d'humains aux besoins simples passe souvent par des richesses qui n'ont rien à voir avec l'argent ou le profit. Il ajoute que la bonne *fidnaa* ne peut pas être imposée du dehors.